

Ce marché qui rassemble et qui divise les *firsthand dealers in ideas* de la *Mont Pèlerin Society*

Yves Steiner - Centre Walras Pareto, Université de Lausanne

Introduction^{*}

En 1949, dans *The Intellectuals and Socialism*, F.A. Hayek ne tarit pas d'éloges sur la manière avec laquelle ses ennemis politiques, les "socialistes", ont su imposer leurs idées durant la première partie du siècle. Leur méthode: recourir à une classe de brocanteurs d'idées professionnels – ce qu'il nomme les *secondhand dealers in ideas* – pour diffuser une pensée conçue par quelques-uns. Ainsi, "(...) à la lumière de l'histoire récente, il est curieux que le pouvoir crucial des brocanteurs d'idées professionnelles ne soit pas davantage pris en considération (...) [, des brocanteurs] (...) passés maîtres dans la technique de la transmission d'idées, mais (...) généralement des amateurs en ce qui concerne la substance de ce qu'ils transmettent." (Hayek: 2002 [1949], 673-74). Conclusion d'un F.A. Hayek, fervent supporter d'un retour aux valeurs libérales: la méthode n'est pas à réinventer, seules les idées le sont. Et la *Mont Pèlerin Society* (MPS), un conclave créé en 1947 par F.A. Hayek et quelques autres, sera un des instruments de ce renouveau de la pensée libérale.

C'est à ce renouveau libéral tant désiré par F.A. Hayek, à cette production voulue "scientifique" par la MPS que cet article s'intéresse. Plus précisément, à sa première réunion agencée à la manière d'un colloque scientifique et focalisée sur un seul thème: les "relations industrielles" (*industrial relations*) à Seelisberg (Suisse) du 3 au

^{*} Ce texte est une version abrégée d'une communication présentée au Xème Colloque de l'Association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique, le 27 septembre 2003 à Grenoble. Les fonds d'archives consultés pour cet article sont: le fonds W.E. Rappard aux Archives fédérales (Berne), le fonds microfilms K. Popper à la *London School of Economics and Political Science* et les *General Meeting Files of the Mont Pèlerin Society, 1947-1998* au *Liberaal Archief* (Gand). Pour leur aide, l'auteur remercie S. Dickers à la *LSE*, M. Haegeman et L. Pareyn au *Liberaal Archief*. Merci au Prof. P. Bridel, au B. Walpen ainsi qu'à deux lecteurs anonymes pour leurs critiques sur une première version du texte. Merci à B. Waplen pour m'avoir livré une première mouture de sa thèse sur la *Mont Pèlerin Society*. Sauf indications, les traductions françaises sont de l'auteur.

10 juillet 1949¹. Les textes de cette réunion serviront de matériel à une analyse de la vision d'un marché entendue par les auteurs d'alors, et de manière classique, comme celle d'un mécanisme oeuvrant *in fine* à la coordination optimale des activités économiques. Au grand dam de F.A. Hayek serait-on tenté d'écrire, celui-ci ayant cherché à sortir de l'ornière classique la définition du marché (Hayek: 1937; Hayek: 1945). Mais outre cela, on serait aussi tenté de se demander si la MPS ne réunissait pas ainsi un aréopage de *secondhand dealers in ideas*, la définition du marché lue à Seelisberg ayant été, pour paraphraser J.M. Keynes, déjà dite par quelques économistes morts depuis longtemps et dont tout le monde connaît le nom, A. Smith en tête. Par chance pour les participants – et le propos de cet article –, certaines réflexions n'allaient pas manquer d'originalité, surtout au niveau des implications pratiques avancées par ceux que l'on pourrait nommer désormais des *firsthand dealers in ideas*². De la conception d'instruments légaux dans le secteur industriel (tels des constitutions d'entreprise) pour une redistribution du revenu net de l'entreprise vers les ouvriers à la reconnaissance du rôle des syndicats comme alliés stratégiques dans la sauvegarde du système de prix, l'originalité de ces propositions ne peut pas manquer en effet de surprendre le lecteur de la *Constitution de la Liberté*, en particulier de son chapitre 18 consacré aux syndicats et à l'emploi (Hayek: 1994).

C'est donc à cette vision du marché que cet article se consacre, soit aux moments où cette vision est énoncée dans les textes et aux implications pratiques que les auteurs entrevoient pour en rétablir le fonctionnement. C'est *vers le texte* et non l'histoire de la MPS que se tourne cet article. Bien des travaux existent en effet aujourd'hui pour une socio-histoire de l'organisation et des réseaux sur lesquels la MPS se base ou sur les réseaux qu'elle a contribué à faire émerger (entre autres: Hartwell: 1995; Pasche et Peters: 1997; Denord: 2002; Walpen: 2002). Bien peu cependant a été entrepris sur la production scientifique de la MPS³, raison pour laquelle cet article souhaite amorcer une réflexion dans cette voie. Pour ce faire, le texte présente une analyse des contributions offertes à cette réunion de 1949 et ce, à partir de trois moments où la représentation du marché apparaît de manière saillante. C'est en effet lorsque les

¹ Certes, la première réunion de la MPS date d'avril 1947, non de juillet 1949. Cependant, la réunion de 1947 n'a pas été précédée par la recherche active de contributions écrites et l'organisation d'un quasi-colloque scientifique. La réunion de 1949 préfigure elle les futures rencontres de la MPS.

² F.A. Hayek aurait préféré parler de "*original thinkers*" (Hayek: 1997, 222).

³ Premier artisan d'une histoire de la MPS et ancien président de celle-ci, R. Hartwell évoque en ces termes son analyse de la production scientifique de la Société: "(...) *beaucoup de papiers ont survécu dans les archives, et peut-être que tous pourraient être retrouvés, l'analyse de contenu faite ici est souvent réalisée à partir du bref titre contenu dans les programmes de la conférence.*" (Hartwell: 1995, 223).

orateurs analysent le rôle des économistes jugés d'un autre bord que le leur, dissertent sur le rôle des syndicats, ou s'interrogent sur la perte de soutien et la désillusion des masses dans le système de prix, que ces auteurs témoignent de leur vision du marché. Quant à la conclusion, celle-ci livre quelques pistes pour prolonger l'étude de la MPS et de *ses libéralismes* rénovés.

Autour du "marché": les économistes "de l'autre bord", les syndicats et les masses

C'est lors du *Board of Directors* de la MPS, réuni à Bâle en septembre 1948, que le thème de la rencontre de Seelibserg et une liste de contributeurs potentiels sont décidés (Hunold: 19.09.1948)⁴. Trois mois plus tard, le président de la MPS, F.A. Hayek, déchanté face au peu d'enthousiasme des sociétaires appelés à rédiger une contribution. Dans une lettre à l'un des vice-présidents de la MPS, le directeur de l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales W. Rappard, F.A. Hayek livre sa déception et en creux, une des raisons politiques pour une réunion sur les *industrial relations*: "Jusqu'ici j'ai seulement reçu des refus, excepté une acceptation conditionnelle. Ceci jette une lumière intéressante sur la nature des thèmes de discussion retenus, les refus étant presque tous basés sur une prétendue ignorance du sujet. Ceci confirme l'impression que le type de problèmes liés au travail que nous avons choisis ont été étrangement négligés par les économistes libéraux et que pratiquement tous les spécialistes dans ces domaines semblent être de l'autre bord" (Lettre à W. Rappard, 15.1.1949, souligné par nous). Personne ne doute que le choix d'un thème comme celui des relations industrielles constitue, pour F.A. Hayek et le *Board of Directors* de la MPS, un enjeu scientifique en tant que tel, il n'en reste pas moins que l'enjeu comporte également une dimension politique puisque finalement il s'agit aussi de forger une *autre* vision que celle qui provenait alors des spécialistes "de l'autre bord", bref, ceux supposés adhérer aux conceptions économiques en vogue, dont celles de J.M. Keynes.

Ceci ne signifie pas qu'il faille caricaturer la production de la réunion de Seelisberg et, par extension, celle de la MPS sous la forme d'une vaste entreprise d'instrumentalisation de la science à des fins politiques. Au lieu de nier cette double dimension scientifique et politique des travaux de la MPS (Hartwell: 1995, 215), il faut au contraire accepter l'idée que ces deux ordres de considération – scientifique et politique – tra-

⁴ F.A. Hayek souhaite lui donner comme titre "*Interest of the Worker*". Les auteurs susceptibles de rédiger un *draft* sont F. Böhm, P. Bauer, R. Courtin, S. Dennison, A. Fisher, M. Friedman, F. Graham, K. Hensel, J. Jewkes, F. Machlup, G. Stigler et L. Wolman. Seuls S. Dennison et P.K. Hensel, et dans une moindre mesure, F. Böhm, répondront à l'appel de F.A. Hayek.

versent les textes présentés devant la MPS. En somme, il ne saurait être question d'en élaguer un au profit de l'autre, sauf à vouloir séparer l'ivraie politique du bon grain scientifique.

C'est sur cette précaution que l'analyse de contenu des textes⁵ du colloque de Seelisberg peut débiter. Outre le fait que ces contributions sont centrées sur une problématique unique – celle des transformations intervenues depuis le début du XX^e siècle dans les relations industrielles et l'impact politique et économique de ces transformations sur la Société libre –, celles-ci ont aussi en commun de réaffirmer une vision classique du marché comme mécanisme de coordination de l'activité économique. Et c'est sans le moindre doute que les auteurs qui présenteront une contribution lors de la réunion auraient pu souscrire à la définition du marché donnée par F. Knight lors de la session d'ouverture du 4 juillet 1949: "*Un marché est simplement une disposition pour toute personne désirant échanger avec une autre souhaitant offrir (ou accepter le meilleur pour elle-même). Puisque ceci s'applique à tous, le résultat est un avantage maximum pour tous, c'est-à-dire à chacun, si tant est que la condition est aussi vraie pour la partie opposée lors de chaque échange*" (Knight: 1949, 10, souligné par nous). Cette vision, fondée sur un échange à même de fournir un avantage maximum à tous les acteurs du marché, bref, de poser les bases d'une coordination optimale de l'activité économique, transparait en effet au fil des contributions.

La représentation du marché qui traverse ces contributions est donc celle d'un mécanisme oeuvrant *in fine* à la coordination des activités économiques. Est ainsi réaffir-

⁵ Le *corpus* se compose de dix textes, les interventions orales de W. Eucken, A. Mueller-Armack et K. Popper n'ayant laissé aucune trace – sauf un modeste *hand-out* de K. Popper (Popper: 1949). L'article de O. Veit était hors sujet (Veit: 1949) – F.A. Hayek ne le mentionne pas dans son rapport final (Hayek: [no date]) – et celui de Röpke est demeuré introuvable, bien qu'une version retravaillée subsiste (Röpke: 1949a; Röpke: 1949b). Dans les dix textes restants, on trouve: des articles presque publiables en l'état (Dennison: 1949; Knight: 1949), des traductions d'articles en voie d'être publiés ou déjà publiés (Keus: 1949; Maier: 1949; Maier: 1950), de courtes interventions orales retranscrites pour le besoin de la cause (Böhm: 1949) alors que d'autres seront reprises dans des publications ultérieures (Hutt: 1949; Hutt: 1960). Un résultat, qui mériterait une analyse plus fine, se dégage cependant. Sauf à de rares exceptions, ces papiers participent à la logique de production scientifique des sociétaires la MPS. Une démarche altruiste guide donc exceptionnellement les sociétaires qui diffusent leurs écrits lors des rencontres, leurs textes étant souvent le fruit de publications passées ou à venir. Elles s'inscrivent dans leur pratique de production scientifique et ne relèvent pas d'un strict engagement désintéressé. F.A. Hayek ne dérogera pas à la règle: en 1957, il fera circuler à la centaine de participants au *meeting* de St-Moritz, un "*manuscript for comments and criticism*" (Hayek: 1957), publié en 1960 sous le titre *The Constitution of Liberty*.

mée l'idée selon laquelle à l'intérieur d'une économie de marché caractérisée par la compétition et l'acte d'échange volontaire entre individus, la coordination et l'allocation des ressources pour le bien de tous s'opèrent au travers du système de prix. Corollaire de ce postulat, toute entrave au fonctionnement du système de prix devient une menace pour la coordination de l'activité économique, pour l'ordre de marché et finalement, pour la liberté individuelle. Bien sûr, tout cela n'est pas une surprise, cette vision du marché étant à la racine de la MP5⁶. Ceci ne réduit pas pourtant l'intérêt d'examiner à quel moment et autour quels enjeux la référence à cette vision du marché s'énonce dans les textes. Ce travail d'énonciation va ainsi se dérouler au contact de trois enjeux, lorsque est évoqué le rôle des économistes jugés "de l'autre bord", celui des syndicats et enfin, la question de la désillusion des masses face au système de prix.

a. Le marché et ces économistes "de l'autre bord"

Rien d'étonnant que des intellectuels, la plupart économistes, cherchent dans les travaux des sessions de Seelisberg à rendre compte des positions du champ académique duquel ils sont issus et évidemment à prendre eux-mêmes position. C'est dans ce cadre qu'à plusieurs reprises, des références – explicites (Hutt: 1949) ou non (Dennison: 1949; Hensel: 1949; Hunold: 1949; Keus: 1949) – aux travaux du Maître de Cambridge et aux politiques qu'ils auraient inspiré, apparaissent dans les contributions offertes. Bien entendu, d'autres auteurs⁷ que J.M. Keynes sont cités et critiqués devant le parterre des participants au *meeting*. Mais généralement, et sans surprise là encore, il ressort que tout écrit, de science économique ou d'autres disciplines, dont les conclusions fournissent un blanc seing à l'intervention de l'Etat dans le marché sert ici de point d'ancrage à une réaffirmation des caractéristiques du système de prix et à sa défense⁸. Les contributions des économistes P.K. Hensel (alors assistant du professeur W. Eucken à l'Université de Freiburg) et W.H. Hutt (professeur à l'Université de Cape Town) sont révélatrices de cet état de fait.

⁶ Comme en témoigne l'article premier de son *Statement of Aims*: "La liberté individuelle peut être préservée seulement dans une société dans laquelle un marché compétitif efficace est le seul dispositif guidant la direction de l'activité économique. Seule la décentralisation du contrôle grâce à la propriété privée des moyens de production peut empêcher ces concentrations de pouvoir qui menacent la liberté individuelle." (Mont Pèlerin Society: 1947).

⁷ W.H. Beveridge, E.F.M. Durbin, E.H. Phelps Brown, J. Robinson; voir par exemple (Hutt: 1949, 17-20).

⁸ Point d'ancrage, solidement exprimé chez S. Dennison et W.H. Hutt (Dennison: 1949; Hutt: 1949) qui, comme F.A. Hayek en janvier 1949 (*cf. supra*), déplorent l'absence de travaux d'économistes libéraux sur les relations capital travail.

Dans son article, P.K. Hensel débute par un constat sur l'état de la science économique de son temps: des "(...) *problèmes aujourd'hui dignes d'intérêt ont été traités avec bien plus de lucidité en quelques pages dans des livres publiés il y a un siècle ou plus que dans des centaines de pages dans d'autres publiés récemment*" (Hensel: 1949, 1). Les économistes qui dominent le champ scientifique d'alors ont oublié, selon P.K. Hensel, la base de leur science et celui-ci décide de leur rafraîchir la mémoire: "*A l'heure actuelle, je suis bien plus convaincu encore que les relations internes aux processus économiques et leur détermination raisonnable par l'homme [sic] sont les problèmes centraux de la science économique.*". La mise au point effectuée, l'auteur aborde le sujet central de son papier: la question du travail dans une économie marquée par un ordre de marché. Pour lui, cette question revêt un caractère crucial eu égard au fait que celle-ci, si irrésolue, peut conduire à la centralisation bureaucratique et à la destruction du système de prix. Sans disséquer l'entier de l'argument, il convient malgré tout d'insister sur le découpage analytique de P.K. Hensel.

De façon systématique, l'auteur aborde les conditions, les problèmes et les solutions de trois lieux où se noue la question du travail: les ménages, les marchés (du travail et de biens) et l'entreprise. Le premier relevant de la sphère privée, l'analyse ne s'étend pas outre mesure et s'arrête sur les marchés du travail et des biens. Prenant le cas du marché du travail, P.K. Hensel critique les économistes qui prétendent qu'une politique de régulation sur ce marché permettrait de résoudre les problèmes des conditions de travail dans les entreprises. Il s'agit là de deux problèmes séparés et il convient d'exclure toute manipulation sur le marché du travail afin que une "(...) *compétition idéal-typique prévale sur le marché du travail*" (Hensel: 1949, 3). P.K. Hensel privilégie donc logiquement une résolution de la question du travail en entreprise entre détenteurs du capital d'entreprise, patrons et syndicats, le marché du travail (tout comme celui des biens) restant intouchable. A dessein, il propose d'édicter des lois sous la forme d'une "*industrial labour constitution*" qui permettrait d'égaliser les droits entre ouvriers et patrons⁹, de distribuer plus "correctement" le revenu net¹⁰ et de procéder à une sélection des managers par les ouvriers et les détenteurs du capital d'entreprise (Hensel: 1949, 18).

⁹ "*Il n'est pas question de miner les droits de propriété privée, mais seulement d'abolir des prérogatives unilatérales [en faveur du patronat] et d'égaliser les droits dérivés de la propriété de biens matériels avec ceux dérivés de la force de travail, au sein d'une entreprise industrielle avec son [propre] mode social de production.*" (Hensel: 1949, 13).

¹⁰ "(...) *la solution la plus appropriée semble être la distribution du revenu net entre les partenaires selon une certaine proportion (...)* Une telle [distribution du revenu net] *correspondrait au caractère social de la production et, dans le même temps, démontrerait que les relations humaines à*

La manière avec laquelle P.K. Hensel traite les relations industrielles et son recours au triptyque "ménage, marchés, entreprise" démontre sa volonté d'isoler un lieu précis, celui des marchés (du travail et des biens), qui ne répond qu'à la logique purement économique, celle du système de prix, alors que les deux autres lieux, ménages et entreprises, se trouvent soumis à cette logique tout en conservant une dimension sociétale que le marché ne possède pas.

W.H. Hutt va lui aussi prendre en grippe ces économistes du présent qui auraient dévoyé l'idéal du marché et ainsi réaffirmer sa propre vision de celui-ci. Cette définition transparaît d'ailleurs bien vite dans son texte et fournit l'accroche à son propos: replacer les termes du débat en cours sur les politiques "interventionnistes" de l'après-guerre et amorcer une critique des travaux de J.M. Keynes, notamment sur l'hypothèse de "l'illusion monétaire" (*money illusion*), clé de voûte théorique des arguments en matière salariale des centrales syndicales.

Selon lui, la publication de la *Théorie Générale* a brisé la large unanimité régnante sur le concept de marché. Chez tous les "(...) économistes sérieux de toutes les écoles de pensée (...) [le marché comme] (...) système de prix possédant d'importantes fonctions d'équilibrage et de co-ordination (...)") jouissait d'un accord grandissant entre les "individualistes" et les socialistes. Avant la *Théorie Générale*, les disputes restaient d'ordre méthodologique – les économistes socialistes "(...) essayant de reconstituer le marché et le pouvoir de substitution" (Hutt: 1949, 1, souligné par l'auteur) par le biais d'organes bureaucratiques¹¹ – et non d'ordre principiel.

Ainsi s'ouvre un terrain de contestation: d'un côté, les continuateurs de Keynes prêts à agir sur le système de prix et les salaires pour garantir le plein emploi et de l'autre, des économistes fidèles à un système de prix libre de toute entrave. W.H. Hutt se range du côté des seconds et amorce une critique des arguments syndicaux d'une part (Hutt: 1949, 3-8, cf. *infra*), de ceux de J.M Keynes d'autre part (Hutt: 1949, 8-15). Et W.H. Hutt de terminer en proposant un *Plan for Reconstruction*, un train de cinq mesures de politiques publiques dont le coeur réside dans la mise sur pied d'institutions visant à réinstaurer sur le marché du travail un système de prix qui autorise des "(...) ajustements coordonnés des niveaux de salaires" (Hutt: 1949, 16).

l'intérieur de l'entreprise ne sont pas uniquement des relations de marché, mais aussi des relations sociales." (Hensel: 1949, 16).

¹¹ Voir H.I. Keus sur ce point (Keus: 1949, 14).

Les positions de P.K. Hensel, de même que celles de W.H. Hutt, reflètent un sentiment général dans les textes de cette réunion, un sentiment qui traduit aussi l'isolement des penseurs libéraux face à l'avalanche keynésienne et à la mise en place du *Welfare State*¹². La vision d'un marché comme mécanisme idéal de coordination des activités économiques s'affiche page après page, mais ce qui retient surtout l'attention c'est l'acharnement à isoler ce mécanisme et à en déclarer son inviolabilité. D'où probablement la virulence des critiques à l'encontre des économistes qui viendraient à oublier ces principes régissant la "vie" du marché.

b. Le marché et les syndicats

La teneur des débats sur la question syndicale dans le *meeting* d'un conclave dont la raison d'être est la défense de la Société libre ne devrait pas surprendre et se résumer à la synthèse des débats de R.M. Hartwell: "*Le thème principal était les 'Labor Problems' (...) avec une discussion sur comment les syndicats distordent le marché de l'offre de travail et sur le concept de 'salaires justes'.*" (Hartwell: 1995, 88). Disons que ce résumé correspond plutôt au papier d'un des orateurs, W.H. Hutt¹³, et que la réalité des débats apparaît plus complexe à la lumière des travaux présentés (Böhm: 1949; Dennison: 1949; Hensel: 1949; Hunold: 1949).

Ancien membre de l'*Economic Section* du *War Cabinet* avec Lionel Robbins et enseignant au *Gonville and Caius College* (Cambridge), S. Dennison, par exemple, n'explique pas aussi rapidement que d'autres la notion de marché et la nature des syndicats n'émerge chez lui qu'en fin de texte. La raison de cette prudence réside dans sa distinction entre, d'un côté, l'univers des relations industrielles, les grandes entreprises, et de l'autre, la société qui s'organise autour du marché. S. Dennison estime ne pas avoir à parler de ce second aspect. C'est donc en s'interrogeant sur la participation

¹² Le texte d'un A. Hunold évoque les dernières tendances en matière de politique sociale et de *Welfare State* en Europe avec une comparaison entre l'Allemagne, la Belgique, la Hollande et la Suisse (Hunold: 1949).

¹³ Le caractère intouchable du marché réaffirmé (Hutt: 1949, 3-8), l'auteur de Capetown s'attaque à l'argument qui veut que la grève, ou la menace de grève, serait un moyen efficace pour redistribuer une partie des richesses vers les bas revenus. L'auteur estime qu'un tel argument ne tient pas, le système de prix ne pouvant corriger ce qui résulte de la position inégalitaire des parties entrant en jeu: "[Mes propos] (...) sont dérivés de la croyance que le mécanisme de prix – un ensemble d'institutions aux fonctions purement coordinatrices – ne pourrait être utilisé de façon efficace pour rectifier des inégalités d'opportunité et de condition." (Hutt: 1949, 3). Si une telle manipulation du mécanisme de prix devait avoir lieu, l'ajustement se reporterait sur le consommateur, ce que reconnaissent les représentants des travailleurs: "(...) ils commencent à se rendre compte que c'est le consommateur et non l'employeur qui paie les salaires." (Hutt: 1949, 18).

des ouvriers à la conduite d'entreprise que S. Dennison révèle sa vision du marché, lorsqu'il critique le contrôle paritaire ("*joint control*") des industries dans la Grande-Bretagne d'après-guerre. Deux des trois arguments contre le *joint control* paraissent essentiels pour le propos.

D'une part, et contrairement au marché, le *joint control* mène à une allocation des ressources – notamment en termes d'investissements – qui s'opère sur une base politique et non économique, ce que S. Dennison décrit comme "(...) un mécanisme hautement inefficace (...) [et comme] (...) la première explication de l'échec des différentes tentatives de production co-opérative" (Dennison: 1949, 7). Implicitement donc, le marché devient un mécanisme hautement efficace dans l'allocation des ressources.

D'autre part, les syndicats ne sont pas vraiment convaincus par ce *joint control*. Cette position s'explique par les liens entre marché et syndicats. L'existence de ces derniers est consubstantielle au mécanisme des prix sur le marché du travail, cette relation qui les unit passant au travers de la négociation collective: "*Le mouvement syndical s'est développé et s'est épanoui dans une économie compétitive de marché: la négociation salariale est, en effet, sa raison d'être. Le joint control est à bien des égards une négation de ce combat compétitif.*" (Dennison: 1949, 8, souligné par l'auteur).

S. Dennison souligne deux points. Tout d'abord, les syndicats ne peuvent accepter un *joint control* qu'en excluant la négociation salariale, sauf à vouloir se couper l'herbe sous les pieds. L'auteur rappelle ici que ce *joint control* allégé ne conduirait qu'à un échec, sa portée étant réduite par l'absence de surveillance sur une donnée fondamentale de la gestion de l'organisation. Cela signifie aussi que la participation des ouvriers à la conduite de l'entreprise via un *joint control* "light" et voué à l'échec ne pourra que renforcer le sentiment de déconvenue et de désillusionnement chez les centrales syndicales (Dennison: 1949, 5). Et si les syndicats insistent tant pour que la question des salaires soit évacuée du *joint control*, c'est évidemment parce que ceux-ci pensent pouvoir agir sur un système de détermination des prix en faveur de leur membres. En cela, les centrales syndicales ne remettent pas en cause le mécanisme de détermination, au contraire elles tentent, quoique en vain, de l'orienter à leurs propres fins¹⁴.

¹⁴ Pourquoi dès lors les syndicats retiennent-ils en faveur du *joint control*? S. Dennison estime que les travailleurs et les syndicats "(...) sont encouragés par certains éléments actifs dont les intérêts réels résident ailleurs." (Dennison: 1949, 7). Il précise en indiquant que le *works committee*, instance suprême du *joint control*, "(...) fournira un point d'infiltration aux communistes. La commission

La proximité des syndicats avec le système de prix est donc source d'espoir, surtout, contre ce qui apparaît pour S. Dennison comme "(...) *une menace bien pire*": les partenariats sous contrôle direct du Ministère britannique du Travail. Contre cela, l'auteur accorde "(...) *sa sympathie aux syndicats en Grande Bretagne (...) [qui] dans l'ensemble sont encore (...) un de nos remparts contre des maux bien plus mauvais; et assez paradoxalement, demeurent un des seuls appuis restant d'une économie compétitive sur le marché du travail*" (Dennison: 1949, 10). Conviction que d'autres affirmeront aussi, comme le co-fondateur de l'Ecole de Freiburg, le professeur de droit F. Böhm et, surtout, le secrétaire de la MPS, A. Hunold, un économiste proche des milieux d'affaires suisses (Silberschmidt: 1981, 17).

Dans son texte sur la politique sociale, A. Hunold en distingue trois types: menée par l'Etat, au niveau d'une branche professionnelle, ou à l'échelle d'une entreprise unique (Hunold: 1949). Son but: repérer la politique sociale la plus adéquate avec le système de prix. Après un survol des expériences allemande, belge et hollandaise, le secrétaire de la MPS s'attarde sur la Suisse et compare deux alternatives, une politique sociale de branche (*Community of Trade*) et une politique sociale en entreprise (*Community of Enterprise*).

L'une et l'autre améliorent les rapports patronat - syndicat, mais elles présentent aussi des menaces sur le système de prix. Dans la *Community of Enterprise*, les éléments les plus agressifs des syndicats "(...) *obtiendraient une cinquième colonne dans l'entreprise elle-même*" alors que, dans le cas de la *Community of Trade*, le danger résiderait dans le fait que "(...) *le but de la politique sociale serait seulement un prétexte pour dominer le marché domestique*" (Hunold: 1949, 3). Reste que cette chance de voir employeurs et syndicalistes s'entendre sur la politique sociale à adopter est, selon A. Hunold, une occasion unique d'empêcher l'emprise de l'Etat sur un tel enjeu. Ainsi, si ces deux alternatives – la *Community of Enterprise* ou la *Community of Trade* – sont "(...) *constituées de telle manière que le mécanisme de prix, les dispositions concernant les investissements, la création de fonds de réserve et la distribution des profits ne seraient pas affectés (...), [elles] (...) pourraient être un contrepoids considérable contre la politique sociale de l'Etat, contre l'Etat Providence qui doit être considéré comme un des plus dangers de notre temps.*" (Hunold: 1949, 5).

d'entreprise peut fournir de bonnes occasions aux communistes d'évincer le représentant officiel du syndicat aux commandes et ainsi de pousser en avant des demandes que la politique officielle du syndicat n'accepterait pas." (Dennison: 1949, 9).

La question syndicale en lien avec le système de prix ne se résume donc pas à la synthèse de R.M. Hartwell sur la réunion de Seelibserg, une synthèse qui enferme les syndicats dans le registre de la distorsion (Hartwell: 1995, 88). Chez S. Dennison ou A. Hunold, d'autres considérations émergent, d'ordre politique, voire tactique¹⁵. Le propos de S. Dennison et de A. Hunold pourrait ainsi se résumer à la maxime de F. Machlup à propos des syndicats lors de la première rencontre de la MPS en 1947: "*Une petite dose de poison est meilleure qu'une grande*" (Machlup, Rappard et al.: 1947, 214). En 1949, S. Dennison et A. Hunold considèrent que pour préserver le système de prix, une petite dose de poison – les syndicats comme allié stratégique – est meilleure qu'une grande dose – l'interférence de l'Etat dans le système de prix.

c. Le marché et la désillusion des masses

La perte de confiance du public dans le système de prix est le troisième moment où s'énoncent les caractéristiques du marché. Tour à tour, les auteurs convergent vers l'idée selon laquelle la désillusion des masses envers le marché résulte d'une incapacité cognitive chez le profane à concevoir le système de prix et ses effets (Böhm: 1949; Keus: 1949; Knight: 1949; Maier: 1949; Miksch: 1949a; Miksch: 1949b).

Lus par F.A. Lutz, les papiers de L. Miksch (professeur d'économie à Mannheim, puis dès octobre 1949, à l'Université de Freiburg) illustrent aussi cette idée. C'est au travers de la politique du gouvernement de L. Erhard en Allemagne dès début 1949 que son compatriote prend appui. Selon lui, cette politique n'a de libéral que le vernis qui recouvre les réformes en cours et qui n'altère pas les structures fondamentales de l'économie allemande. Reste à L. Miksch d'expliquer ce jugement et surtout de poser les arguments pour comprendre en quoi cette "(...) *réaction libérale sera de courte durée.*" (Miksch: 1949a, 1).

L'argument central de L. Miksch réside dans le fait que cette politique "libérale" a le défaut d'être soutenue par les seuls entrepreneurs, ce qui est loin d'être suffisant¹⁶.

¹⁵ Ce qu'un W. Eucken n'aurait pas dédaigné, lui qui, lors du *Board of Directors* de septembre 1948, avança que: "(...) *nous avons le devoir social d'exprimer nos idées et de donner notre opinion. En faisant cela, nous allons exercer une influence politique et tactique en même temps*" (Hunold: 19.09.1948, 7, souligné par nous).

¹⁶ L. Miksch cite F. Böhm: "(...) *il sera bientôt évident que les entrepreneurs désirent la liberté mais nullement les devoirs et les engagements qui sont les conséquences de la liberté.*" (Miksch: 1949a, 1). F. Böhm évoquera aussi le rôle de l'entrepreneur: ce dernier est "(...) *intéressé par une économie libre mais pas par un ordre compétitif (...) Il est (...) disposé à s'arranger avec la bureaucratie*

D'autres secteurs de la société devraient être gagnés à cette cause, dans les syndicats, chez les ouvriers et, plus largement, auprès des masses. Ce manque de soutien s'explique par deux phénomènes interdépendants et qui ont trait au domaine de l'imaginaire social, L. Miksch réclamant ici une bataille de long terme dans ce qu'il décrit comme un "*terrain spirituel*" (Miksch: 1949a, 1).

Le premier de ces phénomènes, malheureusement impossible à développer plus avant, est lié aux "erreurs" de la doctrine libérale classique (Miksch: 1949b, 3-4), des erreurs qui, selon L. Miksch, ont conduit à forger dans l'esprit des masses un sentiment d'incrédulité vis-à-vis du principe de liberté. Le second phénomène, quant à lui, apparaît dans l'incapacité du public à percevoir le fonctionnement et les bienfaits du mécanisme de prix¹⁷. Intimement mêlés, ces deux phénomènes appellent des solutions différenciées. D'une part, un investissement doctrinal qui ne peut pas être une simple adaptation des méthodes du libéralisme classique (Miksch: 1949a, 6). D'autre part, la mise en place d'une constitution économique garantissant l'ordre de marché, c'est-à-dire dans une armature juridique – *the Rule of Law* – à même d'assurer l'usage entier de la liberté individuelle et le fonctionnement du système de prix (Miksch: 1949a, 4).

L. Miksch retrouve donc cette vision du marché comme un mécanisme de prix concourant à la coordination de l'activité économique. Il trouve cependant dans le marché un instrument à l'usage du droit où la loi se doit d'être en adéquation avec l'idéal d'un marché pur. Sur bien des points, le texte de K.F. Maier reprend des éléments avancés par L. Miksch. La représentation du "marché" est certes celle d'un mécanisme de détermination des prix, mais surtout c'est sur le désenchantement du public vis-à-vis de ce mécanisme que les deux auteurs se rejoignent, avant que F. Böhm et H. I. Keus ne les retrouvent également.

et les formalités administratives. L'entrepreneur est ainsi nullement un défenseur fiable d'un ordre compétitif" (Böhm: 1949, 1).

¹⁷ "(...) *les masses ne pourront jamais comprendre que le fonctionnement du mécanisme des prix (...) L'économie de marché est simple en réalité, mais compliquée en théorie. L'économie administrée est compliquée en réalité, mais simple en théorie (...) Un homme [sic], comme chef de famille ou des affaires, est toujours une tête qui gouverne de manière centralisée le corps. Les interdépendances du marché sont étrangères à son expérience.*" (Miksch: 1949a, 2). F. Knight pose aussi ce même problème: "*Le système [de la libre concurrence] fonctionne bien plus en accord avec la théorie que les gens le supposent généralement, et nos maux économiques (...) proviennent davantage des limitations inhérentes à notre philosophie sociale fondamentale que des défauts du mécanisme de marché.*" (Knight: 1949, 23).

L'amorce du propos de K.F. Maier, membre de l'Ecole de Freiburg, se réfère à la demande croissante de la part du public en faveur d'une sécurité sociale, thème d'ailleurs aussi traité par H.I. Keus (Keus: 1949, 4). Il constate l'émergence de cette demande, puis relève qu'il s'agit de sollicitations en faveur d'une sécurité économique et matérielle, et non morale que seule la jouissance pleine et entière de la liberté peut apporter aux individus. Si les individus se tournent vers les acteurs publics pour répondre à ces *desiderata*, c'est en raison d'une perte de confiance dans le système de prix.

Pourquoi? Car, répond K.F. Maier, ce système est insaisissable par les individus. En explicitant ce point, il livre sa définition du système de prix et son rôle dans l'ordre de marché: "(...) [les êtres humains] *ne peuvent pas voir que, dans un processus social que personne n'a inventé et qui est simplement admirable tout comme d'autres phénomènes naturels, le problème de l'allocation des ressources qu'aucun esprit humain ne pourrait maîtriser, même pas celui d'un génie, est résolu (...) ils ne peuvent pas avoir confiance sur les forces créatrices d'équilibres de cet ordre économique et ils ne peuvent pas réaliser que l'équilibre dans un système de concurrence est peut-être le meilleur type de justice sociale.*" (Maier: 1949, 3, nous soulignons; Maier: 1950, 22). Invisible, donc impensable, le système de prix n'en reste pas moins un phénomène social. Cela dit, K.F. Maier n'explique pas pourquoi certains plus que d'autres sont à même de penser le marché et d'en faire l'objet d'une rationalisation théorique pour ensuite en aménager les conditions d'exercice...

F. Böhm reprend aussi le thème de la perte de confiance et du désintérêt d'une large partie de la population dans l'économie de marché. Bien plus que l'entrepreneur ou le consommateur, c'est l'ouvrier qui devient chez lui la figure centrale de cette population tombée dans ce qu'il appelle un état de "détresse idéologique" ("*ideological helplessness*"). Et F. Böhm de rappeler qu'avant d'énoncer toute proposition, il convient de garder à l'esprit que "(...) *le système de prix seul (...) détermine et coordonne les plans de millions d'individus [l'ouvrier] (...) devient le serviteur d'un plan économique fait par d'autres [les consommateurs et les entrepreneurs]. La position d'un ouvrier est donc celle d'une île de subordination à l'intérieur d'un ordre qui est autrement basé sur la coordination.*" (Böhm: 1949, 2). Pour F. Böhm, donc, la coordination entre les uns fait la subordination des autres.

F. Böhm prend ainsi garde au fait que les ouvriers, en situation de subordination, en viennent peu à peu à retirer leur soutien au système de prix et à l'ordre de marché. Or, étant donné l'influence sociale et politique croissante des ouvriers, ce soutien est nécessaire: "(...) *un ordre compétitif n'a donc aucune chance sans l'appui d'une*

grande partie des ouvriers" (Böhm: 1949, 1). Raison pour laquelle F. Böhm désire créer "(...) *chez l'ouvrier, le sentiment qu'il est un 'citoyen' de, et un participant à un ordre compétitif.*" (Böhm: 1949, 2). Par la bande, F. Böhm retrouve le propos de L. Miksch qui lui aussi se refusait à voir un ordre de marché soutenu par les seuls entrepreneurs et réclamait un travail de conviction auprès des masses pour la préservation du système de prix.

Ce travail de conviction sera aussi une préoccupation constante de H.I. Keus, dont le texte reprend de larges extraits d'une publication datée de 1942. Ce dernier désire contrer le fait que "(...) *les masses ont exercé une très mauvaise influence sur la relation entre employeur et employé, particulièrement dans les grandes affaires*" grâce à "(...) *une nouvelle philosophie*" (Keus: 1949, 2, souligné par l'auteur). Ce qu'attend H.I. Keus de cette nouvelle philosophie – il parle aussi de "(...) *nouvel esprit universel*" (Keus: 1949, 9) aux accents bien souvent paternalistes¹⁸, tient en deux points: l'impersonnalité du système de prix et la relation prix – salaire.

H.I. Keus estime en effet que cette nouvelle philosophie devrait augurer d'un "(...) *choix entre la contrainte impersonnelle d'un mécanisme de prix effectif (économie de marché) et la contrainte personnelle d'une [économie] centralisée par un Gouvernement*". Il faut éviter à l'individu, dont la liberté est restreinte dans le second cas, de trouver une "*compensation dans d'autres domaines*" ce qui risquerait "(...) *d'affecter sa morale dans un contexte d'une montée rapide de la corruption*" (Keus: 1949, 5). Il convient donc d'éclairer les ouvriers, autant sur l'importance du système de prix que sur celle de l'effort de production. Cette nouvelle philosophie parviendra, toujours selon H.I. Keus "(...) *à inculquer aux travailleurs que prix veut dire salaire et vice versa.*" (Keus: 1949, 14-15) et donc à assurer la participation des ouvriers à la marche de l'industrie.

Conclusions

Ces textes à la réunion de la MPS à Seelisberg dénotent donc d'un fort degré d'homogénéité lorsqu'il s'agit de s'entendre sur une définition du marché. Les auteurs s'attachent à défendre une vision du marché qui s'illustre par la capacité de ce mécanisme à coordonner l'ensemble des actions individuelles de manière optimale. Tout

¹⁸ L'auteur propose de déplacer les industries à la campagne, de passer des films aux ouvriers, de leur donner des lectures, d'encourager le sport et le jardinage pour souder les éléments de la "(...) *chaîne infinie de la vie communale (communal life).*" (Keus: 1949, 9).

cela n'est guère étonnant venant d'auteurs, économistes la plupart, qui ont fait allégeance à une organisation dont la raison d'être est la préservation d'une société où la libre compétition joue le rôle de grand ordonnateur de l'activité économique (Mont Pèlerin Society: 1947). Ce marché rassemble donc, mais il divise aussi: l'homogénéité axiomatique est une chose, les considérations pratiques en sont une autre¹⁹. L'éclatement des solutions proposées au fil des discussions pour rétablir un système de prix idéal reflète tout un réseau de contraintes idéelles et matérielles, à commencer par le poids des écoles de pensée en science économique, la formation suivie par ces orateurs (juristes et économistes à la fois, par exemple), leurs positions respectives dans le champ académique et l'état du rapport de forces à l'intérieur de ce champ – au niveau national et international – pour n'évoquer qu'une petite partie du problème. Si l'analyse de ce réseau de contraintes reste à faire pour expliquer l'ampleur des divergences constatées, on ne peut s'empêcher de remarquer que ces conclusions rejoignent un constat émis par d'autres sur un paradoxe fort du champ de la science économique (Lebaron: 2000, 45). Un paradoxe qui prend corps entre d'un côté, les revendications des économistes au sujet d'un savoir rassembleur, fortement intégré autour de *cursus* et de formation communs et de l'autre, la multitude des opinions pratiques et autres conseils d'économie politique diffusés à force d'articles et autres communications scientifiques. Ajouter à cela l'allégeance à une cause – la préservation de la Société libre –, et la MPS devient ainsi le parangon de ce paradoxe d'une science économique rassemblée derrière le marché, mais divisée dans les solutions *forcément* politiques à apporter pour en assurer le fonctionnement.

Ironie, R.M. Hartwell a résumé les débats de la réunion de Seelisberg en se centrant sur le seul enjeu pour lequel les considérations pratiques de certains *firsthand dealers in ideas* comme S. Dennison et A. Hunold, et, dans une moindre mesure, F. Böhm, ont été marquées par une originalité, certes explicable, mais relevant d'enjeux politiques, voire tactiques: pour préserver le système de prix, les syndicats devenaient bon gré mal gré un allié stratégique contre ce qui relevait de la menace, l'interférence de l'Etat dans le marché. On doute que le F.A. Hayek de la *Constitution de la Liberté* ait suivi les membres de sa Société sur ce point. D'ailleurs, dans le chapitre de ce livre sur les syndicats, le fondateur de la MPS mentionne l'existence d'un "(...) *large courant d'opinion*" sur le sujet, sans faire référence aux débats de Seelisberg, ni aux auteurs de cette réunion (Hayek: 1994, n.8, p.497-498)²⁰. Mais plus encore peut-être, on

¹⁹ Manifestement, il y a nécessité de dé-homogénéiser l'appellation "Libéralisme de la MPS" d'un R.M. Hartwell (Hartwell: 1995, 218-232) pour lui préférer désormais "Libéralismes de la MPS"...

²⁰ A l'exception de W.H. Hutt dont les deux ouvrages cités, *The Theory of Collective Bargaining* (1930) et *Economists and the Public* (1936), avaient été utilisés pour sa propre contribution de 1949.

doute que ce même F.A. Hayek ait souscrit à la définition classique du marché diffusée en 1949 sans être titillé. Cela fait depuis son *Economics and Knowledge* en 1937 (Hayek: 1937), puis plus encore dans *The Use of Knowledge in Society* (Hayek: 1945), que F.A. Hayek dispute l'hypothèse d'une information parfaite, celle-là même au fondement de la vision du marché des Classiques et réaffirmée par les sociétaires contributeurs de Seelisberg en 1949. Etait-ce une façon de montrer sa singularité quand, dans sa *President's Circular* du 20 septembre 1950 à l'adresse des membres de la MPS (Hayek: 20.09.1950), il y précise que les débats de la troisième réunion de la Société à Bloemendaal ont été bien meilleurs qu'à Seelisberg en 1949?

Bibliographie

- BÖHM, Franz (1949), *Labour and Management*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- DENNISON, Stanley R. (1949), *Labour and Management*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- DENORD, François (2002), "Le prophète, le pèlerin et le missionnaire - La circulation internationale du néo-libéralisme et ses acteurs", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 145, décembre, pp. 9-20.
- HARTWELL, Ronald M. (1995), *A History of the Mont Pelerin Society*, Indianapolis, Liberty Fund.
- HAYEK, Friedrich A. (1937), "Economics and Knowledge", *Economica*, 4, février, pp. 33-54.
- HAYEK, Friedrich A. (1945), "The Use of Knowledge in Society", *American Economic Review*, XXXV, 4, pp. 519-30.
- HAYEK, Friedrich A. (20.09.1950), *President's Circular*. Archives fédérales (Berne, Suisse), Fonds Rappard (J.I.149 1977/135) - Vol 75.
- HAYEK, Friedrich A. (1957), *The Constitution of Liberty. A Re-Examination of the Moving Forces of Western Civilization (Draft circulated as Manuscript for Comments and Criticism)*, MPS: 8th General Reunion, St-Moritz, Switzerland.
- HAYEK, Friedrich A. (1997), *Socialism and war : essays, documents, reviews - The collected works of Friedrich August Hayek - Volume X*, London, Routledge.
- HAYEK, Friedrich A. ([no date]), *Brief Report to the Members of the Mont Pelerin Society on the Conference held at Seelisberg from July 3rd to July 10th, 1949*. Archives fédérales (Berne, Suisse), Fonds Rappard (J.I.149 1977/135) - Vol 75.
- HAYEK, Friedrich A. (1967 [1944]), "Historians and the Future of Europe" in Friedrich A. Hayek *Studies in Philosophy, Politics and Economics*. London, Routledge, pp. 135-47.

- HAYEK, Friedrich A. (2002 [1949]), "Les intellectuels et le socialisme", *Commentaire*, 25, 99, automne, pp. 673-683
- HAYEK, Friedrich A. (1994), "Les syndicats et l'emploi" in Friedrich A. HAYEK *La constitution de la liberté*. Paris, LITEC, pp. 267-84.
- HENSEL, Paul K. (1949), *Industrial Labour Constitution in the Competitive Economy*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- HUNOLD, Albert (19.09.1948), *Procès-verbal de la séance du Comité des Directeurs - Bâle*, Archives Fédérales (Berne, Suisse), Fonds Rappard (J.I.149 1977/135) - Vol 75.
- HUNOLD, Albert (1949), *Managerial and Corporate Social Policy in opposition to State Social Policy*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- HUTT, William H. (1949), *Trade Unions and the Price System*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- HUTT, William H. (1960), "The Significance of Price Flexibility" in Henry HAZLITT (éd.) *The critics of Keynesian economics*, Princeton N.J. & London, Van Nostrand, pp. 386-403.
- KEUS, Henry Isaac (1949), *Labour and Management*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- KNIGHT, Frank H. (1949), *The Determination of Just Wages*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- LEBARON, Frédéric (2000), *La croyance économique - Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil.
- MACHLUP, Fritz, RAPPARD William E. et al. (1947), "Wages and Wage-Policy" in MONT PELERIN SOCIETY (éd.) *Conference Proceedings of the 1st Meeting of the Mont-Pèlerin Society at Mont-Pèlerin, Switzerland*. Stanford, Hoover Institutions Archives, pp. 202-14.
- MAIER, Karl F. (1950), "Das Verlangen nach Sozialer Sicherheit", *ORDO*, II, pp. 19-28.
- MAIER, Karl F. (1949), *The Demand for Social Security*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- MIKSCH, Leonhard (1949a), *Attempt of Liberal Program*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- MIKSCH, Leonhard (1949b), *The Unemployed and the Unemployable*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.
- MONT PÈLERIN SOCIETY (1947), *Statement of Aims*, 7 avril 1947.
- PASCHE, Cécile et PETERS Suzanne (1997), "Les premiers pas de la Société du Mont-Pèlerin ou les dessous chics du néolibéralisme" in Diana LE DINH (éd.) *L'avènement des sciences sociales comme disciplines académiques (XIXè - XXè siècles)*, Lausanne, Antipodes, pp. 191-230.
- POPPER, Karl (1949), *The Role of the State in Education and Research*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.

RÖPKE, Wilhelm (1949a), "The Proletarianized Society – I", *Time & Tide*, 30, 40, 01.10.1949, 973-74.

RÖPKE, Wilhelm (1949b), "The Proletarianized Society – II", *Time & Tide*, 30, 41, 08.10.1949, 998-99.

SILBERSCHMIDT, Max (1981), *Das Schweizerische Institut für Auslandsforschung* (1943-1981), Zürich, Schweizerische Institut für Auslandsforschung.

VEIT, Otto (1949), *Liquidität und Güterstrom*, MPS: 2nd General Reunion, Seelisberg, Switzerland.

WALPEN, Bernhard (2002), *"Der Plan, das Planen zu beenden": Eine hegemonietheoretische Studie zur Mont Pèlerin Society*, Dissertation, Universität von Amsterdam.